

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## Intégration régionale : booster les mécanismes de mise en œuvre

Hans NDONG MEBALE  
Libreville/Gabon

COMPRENDRE les enjeux et définir les instruments de l'intégration sous-régionale, c'est la thématique principale qui a meublé les échanges des travaux de la Conférence internationale co-organisée par la commission de la Communauté économique et

monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) et la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdi), à Libreville les 28 et 29 avril dernier.

En effet, ce séminaire de haut niveau a permis aux différents acteurs de faire le tour de la question, en mettant en exergue les éléments qui tendent à freiner l'intégration régionale

en Afrique centrale. "En dépit des nombreuses opportunités qu'offre le grand marché que constitue la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et des progrès institutionnels réalisés en matière d'intégration régionale au sein de la zone de libre-échange (adoption d'un tarif extérieur commun qui est en cours et perspectives d'une monnaie unique), des contraintes persistantes limitent fortement les avantages que les pays membres peuvent tirer de l'intégration régionale pour doper leur compétitivité", a indiqué le président de la Commission de la Cémac, le Pr Daniel Ona Ondo. Durant ces deux jours de travaux, les experts ont mis sur la table les différents secteurs sur lesquels les pays de la Cemac doivent



Photo: H.NIM/L'Union

Le panel lors de la conférence sur l'intégration sous-régionale.

se pencher dans le but de faire de l'intégration régionale une réalité. Outre les questions de zone de libre-échange continentale, les panélistes ont

mis en avant la nécessité de construire des infrastructures de grande portée dans le but de supporter d'importantes productions à grande échelle.

## SGEPP: le siège de Moanda réhabilité



Photo: DR

Une vue du siège de la SGEPP de Moanda.

GM. NTOUTOUME-NDONG  
Libreville/Gabon

PEU à peu, les conditions de travail des agents de la Société gabonaise d'entreposage des produits pétroliers (SGEPP) de Moanda s'améliorent. Lors de son récent passage au cœur des installations de l'entreprise en avril dernier, le directeur général, Félix Andy Makindey, a procédé à la mise en service du bâtiment administratif réhabilité.

Celui-ci, entièrement câblé à la fibre optique, est doté d'une connexion Wi-Fi permettant des séances de travail en visioconférence entre les unités de Libreville, Owendo et Moanda. La bâtisse comporte en outre une salle de réunion aux normes modernes, 3 bureaux (celui du chef de dépôt, ceux de son assistant et son adjoint), un pôle de 4 agents, un dispatching

pouvant accueillir 3 agents, et un laboratoire équipé pour le bon suivi de la qualité des produits destinés à la consommation des ménages et industriels.

Les autres temps forts de ce séjour ont concerné la mise en service de l'éclairage du dépôt secondaire de la société, situé également dans la ville, avec pour objectif d'améliorer les conditions de déchargement des wagons-citernes et la sécurisation des différents sites.

Le lancement des travaux d'un nouveau centre emplisseur de gaz GPL a figuré aussi parmi les étapes importantes de cette visite, ainsi que celui des opérations relatives à l'extension du poste de chargement des wagons-citernes. Ce séjour avait pour principal objet la présentation du nouveau PCA de la structure à ses collaborateurs de Moanda, en la personne de Ambroise Germain Banas.

Hans NDONG MEBALE  
Libreville/Gabon

APRES les fuites de brut survenues le 28 avril dernier au terminal pétrolier du Cap Lopez, une équipe conjointe du ministère du Pétrole et de l'Environnement a effectué une descente sur le terrain pour s'enquérir de la situation.

Cette mission ministérielle consistait à vérifier le niveau de la réponse apportée par l'opérateur Perenco, la sécurité des intervenants et les éventuels pollutions à l'environnement.

"La situation est bien maîtrisée. Nous avons constaté que l'ensemble des 300 000 barils est contenu par le dispositif de sécurité mis en place par l'opérateur. Les équipes sont à pied d'œuvre pour sécuriser les installations. Un pompage d'hydrocarbures retenus par des merlons est en train d'être effectué sur



Photo: DR/L'Union

Les installations du terminal du Cap Lopez sont à l'arrêt depuis le jeudi 28 avril 2022.

d'autres tanks. L'objectif est de pomper rapidement ces hydrocarbures afin que les installations impactées par ce déversement soient nettoyées et que le terminal rentre dans son fonctionnement optimal", a indiqué le directeur général des hydrocarbures, Edgard Mbina Kombila. Pour sa part, le directeur général de l'environnement et de la protection de la nature, Stanislas Stephen Mouba, s'est dit satisfait de la réponse sécuritaire

apportée par l'opérateur Perenco. "L'administration de l'Environnement est pleinement satisfaite de la réponse qui a été apportée et accompagne pleinement l'opérateur avec les différents acteurs de ce service. Nous avons organisé des survols de la zone depuis le moment des faits et nous continuerons d'appuyer à travers les services techniques la réponse apportée par Perenco à la situation que nous connaissons", a-t-il expliqué.